



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024



SOMMAIRE

■ Éditorial de la Directrice générale	2
■ 2024 en quelques chiffres	3
■ Le projet stratégique de CUF	4
PREMIÈRE PARTIE	5
■ Révéler la densité et la richesse de l'AICT en France pour démultiplier la diplomatie française	5
• Nos groupes-pays et dynamiques thématiques	5
• Représenter l'AICT auprès de nos partenaires institution- nels et leurs instances	16
• Valoriser l'AICT française dans l'agenda mondial	17
• Nouer des partenariats pour renforcer la visibilité de l'AICT	18
• Communiquer sur l'AICT	19
• Consolider le réseau CUF, faire vivre nos instances	20
DEUXIÈME PARTIE	22
■ Renforcer l'ingénierie des collectivités territoriales françaises pour renforcer l'impact de l'AICT	22
• Rendre visible et cohérente l'AICT française dans l'écosys- tème français	22
• Renforcer les acteurs par un accompagnement sur me- sure	25
• Renforcer les acteurs par des décryptages - sensibilisa- tion - formation	26
• Produire des guides / capitalisation	27
• Contribuer au suivi des AAP et fonds conjoints de la DCTCIV	27
TROISIÈME PARTIE	28
■ Budget et organisation de CUF	28
■ Perspectives 2025	29
■ Organigramme de CUF	30

ÉDITORIAL



Virginie Rouquette

Directrice générale de Cités Unies France

2024 reste une année dominée par des tensions diploma-
tiques, des crises et d'une certaine instabilité politique ; les
collectivités n'ont d'autre choix que de s'adapter à cet état de
fait et Cités Unies France les accompagne dans ce mouvement.

L'année 2024 aura d'abord été marquée par une affirmation
du rôle diplomatique des collectivités territoriales : dans un
écosystème fragilisé par une instabilité à l'échelle nationale
comme internationale, la capacité des collectivités à porter
une voix autant plurielle que politique a été mise en valeur.
Que ce soit lors des Rencontres de l'action internationale des
collectivités territoriales, sur les singularités de la coopération
décentralisée, lors des « Rendez-vous de la Diplomatie des ter-
ritoires » ou lors de grands rendez-vous mondiaux, Cités Unies
France a accompagné les collectivités pour valoriser les atouts
de la gouvernance territoriale dans ces contextes sensibles.

Mais cette action diplomatique ne saurait seule atteindre les
objectifs d'impact qu'elle s'assigne sans accompagnement
opérationnel des collectivités. Cités Unies France a donc pour-
suivi, via l'animation des groupes-pays et des dynamiques thé-
matiques, les chroniques géopolitiques, les ateliers de l'Union
européenne, les publications... les partages d'expériences et
d'information, décryptages indispensables à une action effi-
cace. Nos activités se diversifient pour répondre à toute l'éten-
due des interrogations des porteurs de la coopération décen-
tralisée. Sur les 19 pays que l'association suit sous le pilotage
de nos présidents de groupe-pays – merci à eux pour leur impli-
cation – tous ont été l'objet de temps de partage et d'échange.
Il en va de même pour les dynamiques thématiques, dont l'ac-
tivité de plaidoyer comme d'outillage n'a pas manqué, sous le
pilotage également de présidentes et présidents engagés. Pour
aller plus loin, avec deux appels, le dispositif DCOL 2.0 a accom-
pagné 10 collectivités territoriales cette année pour les doter
d'une stratégie et monter un projet à l'image de leur politique
de relations internationales.

Pour chacune de ces activités, CUF a entretenu une **collaboration étroite** avec le **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**, l'**Agence française de développement**, la **Caisse des Dépôts et Consignations**, mais aussi des partenaires internationaux, tels que **CGLU** et **PLATFORMA**, et nos **partenaires institutionnels et associatifs** en France pour faire vivre un dialogue essentiel au renforcement de l'action extérieure des collectivités.

Enfin, l'année 2024 aura été une année de renouvellement de nos instances. En juin, puis septembre 2024, le conseil d'administration puis le bureau exécutif ont été renouvelés.

Michaël Delafosse, maire de Montpellier et président de Montpellier Méditerranée Métropole a pris, à la suite de François Rebsamen, maire de Dijon et président de Dijon Métropole, la présidence de l'association. L'ensemble du réseau le remercie

pour son engagement pendant ces quatre années au service de la coopération décentralisée française.

Dans le contexte incertain, notons aussi l'engagement fort de nos membres, qui ont renouvelé et renforcé leur confiance par leur adhésion, nous permettant un retour à des bases financières plus solides et d'avancer, à nos côtés, dans le déploiement de nos actions.

Nous vous remercions de votre soutien et votre engagement à nos côtés et vous souhaitons une bonne lecture de notre rapport d'activités.

2024 en quelques chiffres

15^e édition des RAICT

50+ réunions à l'initiative de CUF, à CUF, dans les collectivités ou à l'étranger

14 collectivités sélectionnées pour un accompagnement individuel via le dispositif DCOL (59 collectivités accompagnées au total)

90 réunions auxquelles CUF a pris part

1 assise bilatérale et plusieurs autres événements à forte visibilité (à l'Assemblée Nationale, au Sénat, à l'INALCO...)

200+ collectivités territoriales françaises membres de notre réseau qui s'impliquent dans notre réseau et le font vivre

500+ collectivités territoriales participent régulièrement à nos activités

3400 collectivités sont informées et participent ponctuellement à nos activités

200 collectivités étrangères qui ont croisé, grâce à Cités Unies France, des collectivités françaises

1400+ associations et partenaires français (dont les postes diplomatiques) qui ont eu des interactions avec CUF

6000+ abonnés sur nos réseaux sociaux

50 fédérations de pouvoirs locaux à l'étranger interagissent avec CUF

6 missions avec des représentants des collectivités territoriales

13 personnes forment une équipe dynamique pour animer le réseau

LE PROJET STRATÉGIQUE DE CUF

Nos missions

- Promouvoir, affirmer et renforcer l'AICT française dans un écosystème national et international,
- Soutenir et rendre visible et lisible l'engagement international des collectivités territoriales,
- Accompagner les collectivités territoriales pour construire leur AICT, de façon efficace et cohérente au regard de leurs propres orientations stratégiques.

Nos axes stratégiques

Axe 1

Valoriser le rôle international des CT dans la résolution des grands enjeux mondiaux

CUF comme révélateur des solutions locales et territoriales dans la gouvernance mondiale

Axe 2

Coordonner et favoriser la mise en relation et les synergies entre acteurs de l'AICT

CUF comme catalyseur de dynamiques

Axe 3

Développer les outils à disposition des collectivités territoriales

CUF comme multiplicateur de l'ingénierie des CT sur l'AICT



PREMIÈRE PARTIE

PREMIÈRE PARTIE

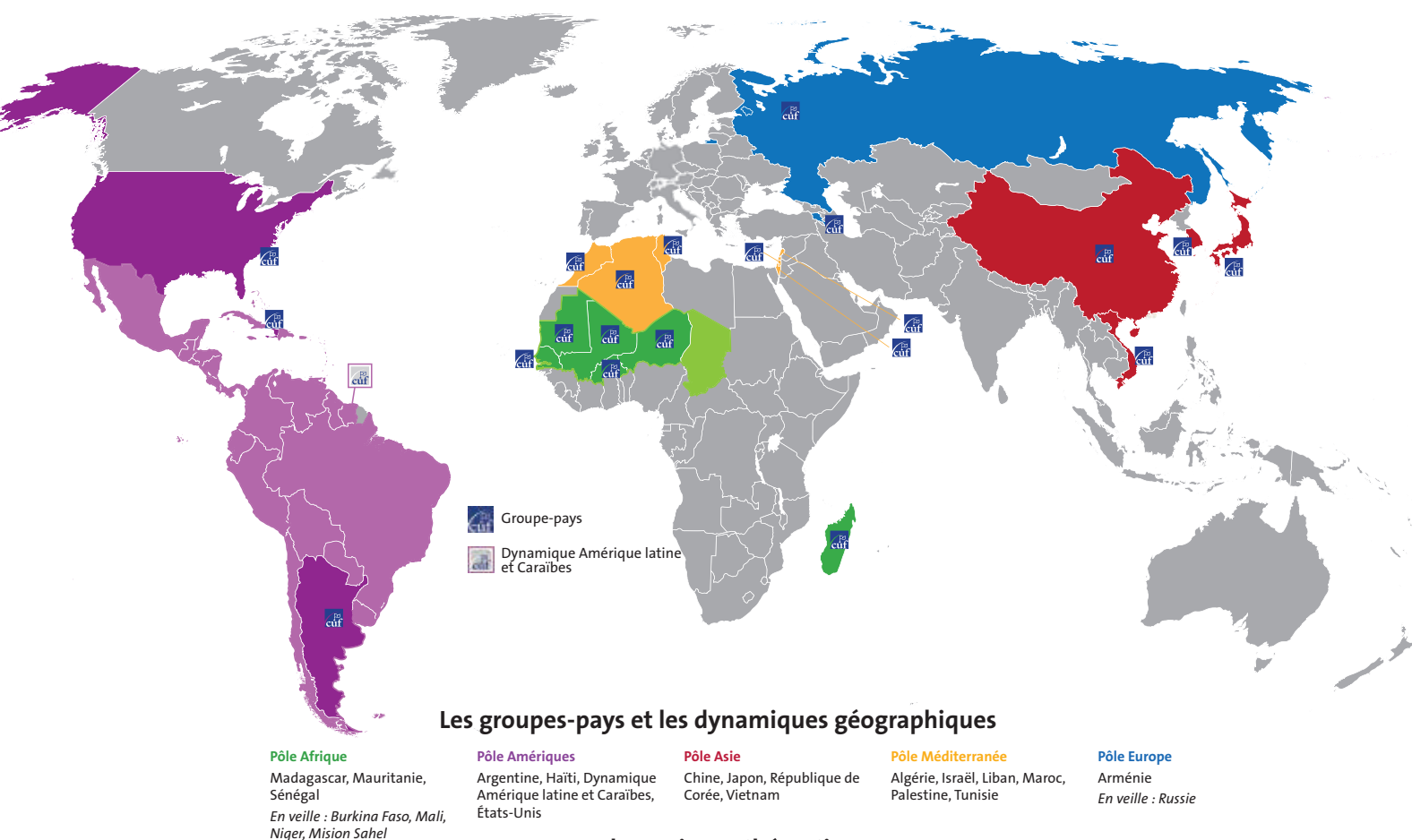
Révéler la densité et la richesse de l'AICT en France pour démultiplier la diplomatie française

La force de l'action internationale des collectivités territoriales françaises réside dans sa vitalité et sa diversité.

Afin d'en révéler toute la richesse et d'initier de nouveaux engagements par l'attractivité de cette politique publique, Cités Unies France se structure en groupes de travail géographiques et thématiques. Sous le pilotage d'élus locaux, ces groupes de travail entre pairs permettent une meilleure connaissance des acteurs engagés dans l'AICT et une meilleure cohérence de

leurs actions. Ainsi structurés, les groupes de travail permettent l'émergence de pratiques innovantes ou de positions communes, à même d'être représentées ou portées lors de manifestations de tout ordre, en France comme à l'étranger. Pour favoriser leur dissémination, Cités Unies France porte également des actions collectives et produit des capitalisations qu'elle met à disposition des collectivités comme des partenaires.

Nos groupes-pays et dynamiques thématiques



Les dynamiques thématiques

Mission transversale Climat, Crises et réhabilitation, Développement économique et AICT,

Genre, Jeunes et Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ESCI)

Afrique

6 réunions dans l'année 2024

140 collectivités participantes

1 mission

1 répertoire



■ Mission Sahel

Compte tenu du contexte géopolitique entre les États du Mali, du Burkina Faso et du Niger, deux ateliers se sont tenus afin de permettre aux collectivités de suivre leurs coopérations respectives, de faire une restitution de l'étude sur l'état de la coopération décentralisée au Sahel fin 2023 et d'offrir un temps de décryptage de la réponse du gouvernement sur la question de l'engagement juridique des collectivités territoriales françaises dans ces trois pays, portée par le sénateur Bruno Belin et élaborée avec l'appui de Cités Unies France.

■ Mauritanie

Faisant suite à la mission conjointe du groupe-pays Mauritanie, présidé par Sarah Bouseksou, conseillère municipale à Savigny-le-Temple, qui s'est tenue à Nouakchott en décembre 2023, Cités Unies France a accueilli en France, les 21 et 22 octobre 2024, une délégation d'élus et de techniciens mauritaniens. Durant ce séminaire de formation et de partage d'expérience, la délégation a pu s'entretenir avec ses collectivités partenaires et l'Ambassade de Mauritanie ainsi que le Centre national de



formation de la fonction publique territoriale (CNFPT) sur les enjeux de formation et de coopération décentralisée.

La journée du 22 octobre, sous l'accueil de la Régie de l'eau de Grand Paris Sud, a été consacrée aux enjeux d'eau et assainissement.

■ Madagascar

Le groupe-pays s'est réuni en mars et en septembre sous la présidence de Pascal Duforestel, vice-président de la région Aquitaine. Ces réunions ont permis de suivre les actualités des différentes coopérations, de suivre l'évolution du contexte socio-politique malgache, de faire un point sur le volontariat

français à Madagascar et d'aborder la tenue des Assises de la coopération décentralisée franco-malgache en septembre 2025.

■ Sénégal

Sous l'impulsion d'Arnaud Ngatcha, adjoint à la maire de Paris, deux réunions et un atelier se sont tenus en 2024. Ces réunions ont permis de faire un point sur l'actualité des différentes coopérations ainsi que sur le contexte sénégalais suite à l'alternance politique d'avril 2024 qui a conduit à l'élection du Président Bassirou Diomaye Faye

■ Autres pays d'Afrique

En partenariat avec Cités Unies France, la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) a lancé en janvier 2023 la Session des hautes études géopolitiques africaines (SHEGA), une formation certifiée Qaliopi en 3 modules à destination des cadres, élus locaux, collaborateurs, journalistes, fonctionnaires ou encore ONG internationales, qui souhaitent maintenir ou développer leur présence en Afrique. Elle entend offrir de nouvelles perspectives en proposant la vision que les Africains ont de leur propre avenir.



PREMIÈRE PARTIE

Méditerranée

10 réunions dans l'année 2024

150 collectivités participantes

2 missions

1 répertoire

1 communiqué

L'actualité a été dominée par des phénomènes climatiques extrêmes, notamment le séisme au Maroc, ainsi que par l'aggravation du conflit israélo-palestinien en octobre.

■ Maroc

Alors que la coopération franco-marocaine était largement ralentie par des tensions diplomatiques depuis près de deux ans, la forte mobilisation des collectivités françaises dans le cadre du Fonds de solidarité de Cités Unies France au lendemain du séisme de septembre 2023, a montré toute l'importance des liens entre la France et le Maroc.

Les relations franco-marocaines se sont progressivement réchauffées au cours de l'année 2024. Cette dynamique s'est traduite par l'organisation d'une mission de terrain pour le président du groupe-pays Maroc, François Bonneau, une réunion du groupe-pays et la participation au comité de sélection du fonds-conjoint franco-marocain, aux côtés de la DCTCIV/MEAE.

■ Tunisie

Le groupe-pays Tunisie, présidé par Adda Bekkouche, adjoint au maire de Colombes, s'est réuni en novembre avec l'Ambassade de France en Tunisie et l'AFD à Tunis, pour décrypter l'actualité politique de la Tunisie et celle de la relation bilatérale franco-tunisienne.



Rassemblant plus d'une dizaine de collectivités françaises, une mission du groupe-pays en Tunisie a permis en décembre d'échanger avec les partenaires institutionnels tunisiens sur les problématiques rencontrées dans l'avancée des projets de coopération et l'état de la décentralisation dans le pays.

■ Liban

Le groupe-pays Liban, présidé par Antoine Le Solleuz, adjoint au maire de Nancy, s'est réuni en octobre, suite à l'aggravation du conflit entre le Hezbollah et Israël. Le président du groupe-pays a également représenté CUF lors de la conférence à l'initiative du Président de la République sur la reconstruction au Liban. De nombreux bombardements et un afflux massif de déplacés libanais du sud vers le nord du Liban a aussi engendré de fortes pressions sur les structures locales. Beaucoup de collectivités libanaises du sud du Liban ont fait face à des destructions. L'Ambassade de France a fait un point de situation, ainsi que le Bureau technique des villes libanaises (BTVL). CUF a annoncé l'ouverture d'un fonds de solidarité Liban.

■ Algérie

Le groupe-pays, présidé par Marion Bareille, présidente de la Commission Territoires de coopération – Méditerranée du futur de la Région Sud, s'est réuni en septembre, suite à la période olympique, pour aborder la thématique sport dans l'AICT entre la France et l'Algérie. La période olympique a en effet été profitable pour recevoir des délégations sportives algériennes.

■ Israël

Les attaques du 7 octobre 2023 ont largement ralenti les activités du groupe-pays. Les Assises franco-israéliennes initialement prévues en février 2024 ont été annulées. Une réunion du groupe-pays a été organisée par Cités Unies France, en partenariat avec la *Federation of Local Authorities in Israel*, durant laquelle les collectivités françaises ont pu témoigner de leur soutien envers leurs partenaires israéliens.

Méditerranée



Une lanterne pour la paix

■ Palestine

Dans un contexte extrêmement difficile depuis les attaques du 7 octobre et la guerre de répression toujours en cours, le groupe-pays Palestine, présidé par Fanny Sallé, vice-présidente du conseil départemental de la Loire Atlantique, est resté très dynamique, avec des activités organisées en complément de celles portées par le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP). Deux réunions du groupe-pays en présence du Consul général de France à Jérusalem, la co-organisation avec le RCDP d'une journée dédiée à la jeunesse franco-palestinienne et une réunion de travail avec le président de l'*Association of Palestinian Local Authorities* ont ponctué l'année.

Le dynamisme des collectivités engagées en Palestine et les liens étroits avec le Consulat de France à Jérusalem ont permis de conserver un haut niveau de mobilisation et d'accompagner les collectivités françaises dans la poursuite de leurs partenariats.



JER'EST 2

■ Les actions menées par le RCDP

Considérablement impacté par la situation au Proche-Orient, avec des reports ou annulations de certaines activités, le programme Jer'Est2 a néanmoins pu se poursuivre et entrer dans sa dernière année. Au programme : renforcement des actions de soutien psychologique, « tournée de dabkeh » en France, formation en arts du cirque, rencontres jeunes. L'année 2024 a été marquée par la démolition des locaux du centre Al Bustan.



En parallèle, le RCDP a poursuivi son accompagnement des collectivités françaises engagées en Palestine et a renforcé ses actions de plaidoyer en faveur de la paix et du respect du droit international, via des initiatives telle que « Une lanterne pour la paix » ou « Une péniche pour la Palestine ».

PREMIÈRE PARTIE

Europe

3 réunions dans l'année 2024

60 collectivités participantes

La poursuite de la guerre en Ukraine a marqué le contexte européen. Cités Unies France a poursuivi son activité via le fonds de solidarité Ukraine et par la participation aux réunions du groupe Ukraine de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) du MEAE.

Dans le même temps, au regard du contexte sous-régional, une attention particulière a été portée au renforcement de la coopération décentralisée avec l'Arménie.

■ Arménie

Le groupe-pays, présidé par Sonia Zdorovtsoff, adjointe au maire de Lyon, s'est réuni à trois reprises cette année.

Une réunion s'est déroulée en février au Sénat sous le label des « Rendez-vous de la Diplomatie des territoires » de CUF afin de faire converger les diplomaties des territoires, celle de l'État (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et celle du Sénat sur la résolution de ces enjeux. L'afflux de réfugiés du Haut-Karabakh en Arménie et le sort de ce territoire a été au centre des discussions. En présence des ambassadeurs de France et d'Arménie, des sénateurs du groupe d'amitié parlementaire France-Arménie et de présidents de collectivités arméniennes ayant accueillis de nombreux réfugiés, le colloque a été un moment particulièrement important pour souligner l'importance des efforts conjoints et l'apport de l'AICT à des situations de crise.



En juin, le groupe-pays s'est réuni à Lyon pour une réunion du groupe-pays sur les enjeux patrimoniaux, réunissant plusieurs acteurs engagés sur ce sujet, dont plusieurs d'entre eux pouvaient être associés dans le cadre de coopérations décentralisées. L'ambassadeur de France en Arménie a évoqué l'actualité de la relation bilatérale franco-arménienne et ses enjeux.

Enfin, une réunion technique du groupe-pays en décembre a permis de faire un premier point sur les Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne et sur le programme prévisionnel de l'événement.



Asie

5 réunions dans l'année 2024

70 collectivités participantes

2 missions

12 comités de pilotage des assises

1 assise

■ Japon

Le groupe-pays, présidé par Karima Zerkani-Raynal, adjointe au maire déléguée aux relations internationales d'Aix-en-Provence, s'est pleinement engagé dans la préparation des 8^e Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, qui se sont déroulées à Shizuoka, au Japon, du 18 au 21 novembre 2024. Cette préparation a impliqué l'organisation d'une dizaine de réunions pour garantir une coordination efficace et le bon déroulement de cet événement.

■ République de Corée

Le groupe-pays, sous la présidence de Caroline Millan, conseillère municipale déléguée au tourisme, aux relations internationales et à la communication d'Issy-les-Moulineaux, s'est réuni deux fois en 2024, en janvier puis en juillet, notamment en vue de la préparation d'une mission d'étude. Cette mission en République de Corée a eu lieu du 24 au 27 septembre, dans le but de renforcer et d'intensifier la coopération décentralisée franco-coréenne. Elle portait plus particulièrement sur les thèmes des "nouvelles technologies au service des collectivités" ainsi que de « l'attractivité culturelle et touristique ».

■ Vietnam

Une réunion du groupe-pays Vietnam a eu lieu en novembre, permettant de faire un état des lieux de la coopération franco-vietnamienne suite aux Assises de 2023 à Hanoï. Cette réunion a également permis d'introduire la nouvelle présidente du groupe-pays Vietnam aux collectivités adhérentes, Caroline Leclercq, adjointe au maire du Havre. En complément, Cités Unies France a également été accueillie par l'Ambassade du Vietnam en France à l'occasion du Vietnam Provincial Roadshow, une délégation d'élus vietnamiens en tournée en France et en Italie en octobre dernier.

■ Chine

Après plusieurs années de pause, le groupe-pays Chine s'est réuni en septembre, avec le nouveau président du

groupe-pays, Benoît Pilet, adjoint au maire d'Angers et vice-président de CUF. Cette réunion fut l'occasion pour les collectivités présentes de faire un état des lieux de la coopération décentralisée franco-chinoise ainsi que d'échanger autour de leurs pratiques. L'intervention exceptionnelle de Jean-François Huchet, président de l'INALCO, a permis aux collectivités de mieux comprendre le système politique de l'État chinois et de ses collectivités territoriales.

8^e Rencontres franco-japonaises, du 18 au 21 novembre 2024

Près de 200 participants ont eu l'occasion de renforcer les liens entre la France et le Japon et de créer ensemble de nouvelles valeurs autour du thème général : « **Le partenariat des collectivités franco-japonaises porteur de nouvelles valeurs mondiales** ». 19 collectivités françaises et 35 collectivités japonaises ont contribué au succès des Rencontres 2024. Certaines sont intervenues lors d'un des 3 ateliers, les autres lors de la séance plénière pour partager leurs expertises dans un des domaines identifiés : économie, société et environnement.

- Co-organisées, côté français, par le MEAE, CUF, CLAIR Paris, les 2 ambassades et les 4 villes françaises déjà hôtes des Rencontres depuis 2008.
- Plus de 12 réunions préparatoires au total, comités de pilotage de la partie française, comités de pilotage mixtes et réunions techniques avec le partenaire japonais.



P R E M I È R E P A R T I E

Amérique latine et Caraïbes

4 réunions dans l'année 2024

40 collectivités participantes

1 mission

1 répertoire

■ Dynamique Amérique latine et Caraïbes (DALC)

L'année 2024 a été marquée par des temps forts et une dynamique de capitalisation des coopérations portées par les collectivités du réseau. Un jalon important pour la DALC, présidée par Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux, a été la publication, en septembre, du « Répertoire de la coopération décentralisée France-Amérique latine & Caraïbes », qui recense 41 partenariats actifs. Selon ce document, Haïti et l'Argentine se distinguent comme les premiers pays partenaires, tandis que le climat et la biodiversité constituent la principale thématique de coopération.

La DALC s'est réunie à deux reprises pour approfondir les échanges autour de sujets structurants dans les relations entre les collectivités françaises et cette région du monde :

- En septembre, un webinaire a été organisé pour explorer les synergies possibles entre Économie sociale et solidaire (ESS) et coopération décentralisée avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

- En décembre, un atelier accueilli par Nantes Métropole a marqué le lancement de l'année de célébration de la relation bilatérale France-Brésil, dans le cadre de la Saison France-Brésil.



■ Argentine

Le groupe-pays Argentine, présidé par Patrick Gérout, conseiller municipal de Chartres, composé d'un nombre stable de collectivités et nourri de liens d'amitié durables avec le peuple argentin, a fait l'objet d'une réunion dédiée en mars. Ce moment a permis de dresser un état des lieux des projets en cours et d'envisager des perspectives de valorisation de ces partenariats.



■ Haïti

Premier pays partenaire des collectivités françaises selon notre répertoire (non exhaustif), Haïti demeure un territoire d'engagement fort, malgré un contexte sécuritaire et social très dégradé. Les projets de coopération y sont nombreux, touchant à des domaines variés tels que la culture, la gestion des risques, ou encore la petite enfance. Sous la présidence de Sainte-Rose Cakin, vice-président de la communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique, une réunion organisée en juin a rassemblé collectivités françaises et partenaires associatifs haïtiens, témoignant de la résilience et de la détermination des acteurs impliqués.



Amérique du Nord

1 réunion

25 collectivités participantes

■ États-Unis

En juillet dernier, une réunion enrichie par la participation d'experts des États-Unis, dont un rédacteur du Quai d'Orsay, a permis de dresser un état des lieux de la relation bilatérale

et de la coopération décentralisée franco-étatsunienne à l'heure actuelle. De plus, une coopération de confiance a été mise en place avec le Truman Center, *think tank* étatsunien, donnant lieu à de nombreux échanges.

Dynamiques thématiques

6 réunions dans l'année 2024

135 collectivités participantes

1 mission avec représentation des élus français

5 fiches de présentation des dynamiques thématiques

Les dynamiques thématiques de CUF permettent aux collectivités françaises de croiser leurs pratiques de coopération internationale selon une approche par thématique. Elles contribuent à une logique de plaidoyer en faveur de la reconnaissance du rôle et de l'expertise des pouvoirs locaux sur les thématiques en question.

Au nombre de 5 (genre - climat - jeunesses – crises - développement économique), elles ont fait l'objet d'une réflexion conjointe de leurs présidentes et présidents en mai.

Cités Unies France a renforcé la structuration de cette dynamique en lançant la création des nouveaux outils ayant pour vocation de capitaliser et d'approfondir les synergies existantes et croisées entre l'AICT et les thèmes suivis et notamment par la création : des fiches repères qui donnent des informations pratiques et opérationnelles aux collectivités afin de mieux structurer leurs coopérations ; des plaquettes de présentation des dynamiques thématiques ; les états des lieux recensant l'AICT et les différentes thématiques, sorte de répertoire des coopérations décentralisées ; des webinaires appelés « décryptages thématiques » autour des chercheurs experts ou grands témoins.

■ Climat

L'année de la Mission transversale Climat a débuté par la tenue d'une réunion le 6 février, principalement articulée autour de la participation des acteurs non-étatiques - notamment les collectivités territoriales et leurs réseaux - à la COP 28. En est ressorti le constat de la place grandissante prise par l'échelon local et régional dans ces négociations, et une reconnaissance grandissante de leur rôle dans la lutte contre le changement climatique. La réunion a aussi permis un retour d'expériences sur l'utilisation de l'outil « climat » dédié aux coopérations décentralisées et développé dans le cadre d'un projet de Grand Poitiers.

En mai a été entérinée l'évolution du dispositif DCOL et son ouverture aux enjeux climatiques. Le 10^{ème} appel lancé le 22 mai proposait un troisième type d'accompagnement, dédié à la prise en compte des enjeux climatiques dans l'AICT.

Le 27 septembre, CUF s'est allié à l'association Climate Chance et la ville de Bordeaux lors d'une rencontre



Afrique-Europe consacrée aux acteurs du développement, du climat et de la conservation. Cette rencontre visait à faire le point sur le croisement des enjeux de biodiversité et de lutte contre le changement climatique et ses effets, en abordant le rôle des coalitions multi-acteurs et de la recherche de réciprocité dans les programmes de coopération.

Simultanément à Nice se tenait le *Nice Climate Summit* : une préfiguration du Sommet des océans de 2025 permettant un premier élan d'échange sur les enjeux touchant les villes et régions côtières. L'occasion de commencer à voir se dessiner les contours d'une future coalition des territoires côtiers prévue pour se formaliser en 2025. À l'occasion du sommet, Cités



P R E M I È R E P A R T I E

Unies France s'est joint à la 'Déclaration Sea'ties', s'associant au plaidoyer pour une meilleure prise en compte des risques encourus par les villes et régions côtières.

Enfin, au cours des Rencontres de l'AICT en octobre, un atelier dédié aux enjeux climatiques a permis un riche partage d'expérience sur les diverses modalités d'engagement des collectivités, en coopération bilatérale comme en groupement.

■ Genre



En février, la dynamique Genre, présidée par Élise Pereira-Nunes, adjointe au maire déléguée à l'égalité des genres et aux relations internationales de Tours, s'est réunie autour du rôle des collectivités territoriales pour les femmes lors de crises. La DCTCIV a rappelé l'importance de sa diplomatie féministe et l'appel à projets Égalité.



En mars, à l'occasion d'un « Rendez-vous de la Diplomatie des territoires » au Sénat, CUF a reçu dans ses locaux l'écrivaine camerounaise, Djaïli Amadou Amal, qui a pu témoigner de son expérience des violences faites aux femmes et du mariage précoce des filles, de son œuvre littéraire et de son engagement au sein de l'association qu'elle préside (Femmes du Sahel) en faveur de la lecture (créations de bibliothèques) et de l'éducation des filles (lutte contre le mariage précoce).

■ Jeunesses et ECSI

La dynamique Jeunesses et ECSI (Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) s'est réunie pour une journée d'ateliers à Rennes Métropole en juin, sur l'insertion socio-professionnelle des Jeunes sous la présidence de Flavie Boukhenoufa, adjointe au maire déléguée aux relations in-



ternationales de Rennes. À cette occasion, plusieurs projets de coopération décentralisée ont été mis en lumière, notamment ceux qui favorisent l'accès des jeunes aux mobilités internationales dans le cadre de formations diplômantes. L'événement a été rythmé par des témoignages de jeunes, venus partager leur expérience de parcours à l'international, enrichis par les apports d'experts venus apporter un éclairage sur les enjeux de ces dispositifs.

Les Rencontres de l'AICT d'octobre ont permis de mettre en valeur des projets de coopération s'inscrivant dans la démarche ECSI en lien avec le milieu scolaire et de suivre les sujets évoqués lors des groupes de travail ECSI portés par l'Agence Française de Développement auxquels CUF participe. Cette rencontre a également marqué un moment symbolique : la passation de présidence de la dynamique, entre Flavie Boukhenoufa et Chokri Badreddine, adjoint au maire de la ville de Voiron, désormais président de cette dynamique thématique. Un grand merci à Mme Boukhenoufa pour son engagement et son accompagnement tout au long de son mandat.



■ Crises et réhabilitations

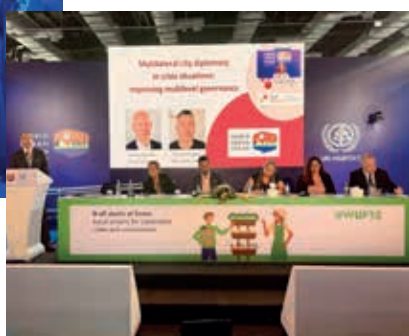


Au vu du nombre important de crises de toute nature dans le monde, la dynamique Crises, présidée par Clare Hart, vice-présidente déléguée au rayonnement international et coopération européenne de Montpellier Méditerranée Métropole, était mobilisé pour y répondre et valoriser la solidarité des collectivités territoriales françaises autant que leur plaidoyer. Ainsi le groupe a organisé ou co-organisé des conférences de haut niveau, en partenariat avec CGLU :

Dynamiques thématiques



- Un atelier sur les « crises oubliées » a été organisé en juillet, dans le cadre des RAICT de Cités Unies France, traitant différents sujets dont la crise en Haïti, en Syrie et en Afghanistan ;
- Une table ronde a été co-organisée en partenariat avec CGLU, UNHABITAT et la ville de Genève, dans le cadre du Forum urbain mondial, au Caire, intitulée « La diplomatie multilatérale des villes en temps de crise : pour une amélioration de la gouvernance multinationaux ».



Le label « **Territoires solidaires et unis face aux crises** », a été remis à 6 collectivités territoriales lors des RAICT : le département de la Loire Atlantique et les villes d'Ay-Champagne, de Nancy, d'Hérouville-Saint-Clair, de Rezé et de Fos-sur-Mer.

■ Développement économique et AICT

Inaugurée en 2023, la dynamique thématique Développement économique international poursuit son travail de réflexion autour des enjeux liant la coopération décentralisée au développement économique des territoires. Dans ce cadre, une fiche de présentation de la dynamique a été produite.

Lors des RAICT, un atelier portant sur le thème de la gastronomie et du terroir s'est tenu. Cet atelier a permis aux collectivités d'échanger autour de la valorisation des savoir-faire locaux, notamment gastronomiques et viticoles, dans le cadre de la coopération décentralisée.



Enfin, un questionnaire a été partagé afin de mieux connaître les attentes et besoins des collectivités au sujet du développement économique international. Les résultats de cette étude permettront à Cités Unies France de mieux cadrer son périmètre d'action.

P R E M I È R E P A R T I E

Les RAICT 2024

9 réunions d'équipe et 2 comités de pilotage avec les partenaires

14 conférences dont 1 plénière, des réunions géographiques, 12 cafés des RAICT

50% d'étranger venus de 25 pays

155 collectivités françaises

535 participants

Les Rencontres de l'Action internationale des collectivités territoriales (RAICT) constituent un rendez-vous unique rassemblant l'intégralité des acteurs de la coopération décentralisée française : collectivités françaises et leurs homologues étrangères, représentants de l'État et de ses agences, associations de pouvoirs locaux.

riales et la société civile (DCTCIV) au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et Arnaud Ngatcha, adjoint à la maire de Paris chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, ont mis en avant l'importance croissante du rôle des collectivités territoriales dans les dynamiques de coopération internationale.

La séance plénière qui s'est articulée autour de l'axe suivant : « **La Diplomatie des territoires : les singularités de la coopération décentralisée** » a permis d'explorer les nombreuses facettes et enjeux stratégiques de cette coopération décentralisée, ici et là-bas dans un contexte mondial marqué par des crises et des transformations profondes.

Ces deux journées ont été rythmées par **6 réunions géographiques et 6 ateliers thématiques**, consacrés aux réussites et initiatives phares de la coopération décentralisée.

Seul forum de ce genre, il rassemble entre 500 et 600 participants et est devenu un espace incontournable de dialogue et de visibilité de l'AICT française, en présence de personnalités de haut niveau (ministres français et étrangers).

La 15^e édition des « Rencontres de l'AICT », organisée les 23 et 24 octobre, au Pavillon d'Armenonville à Paris, a une nouvelle fois connu un vif succès. Plus de 500 participants, dont des élus, des techniciens, et des représentants de plus de 20 pays, ont pris part à cet événement incontournable pour échanger autour des enjeux globaux de l'internationalisation des territoires et des spécificités de la coopération décentralisée.

Pour la session de l'ouverture officielle de cette édition, François Rebsamen, maire de Dijon et président de Dijon Métropole, représentant le nouveau président de CUF, Michaël

Delafosse, ainsi que Frédéric Cholé, délégué pour les collectivités territo-

Pour la première fois cette année, Cités Unies France a choisi de **mettre à l'honneur un pays** avec un potentiel de coopération prometteur. **Le Cameroun**, représenté notamment par les membres du Ministère de la Décentralisation et du Développement local - MINDDEVEL, a été célébré lors d'une plénière dédiée, offrant ainsi un aperçu des opportunités de partenariats et du dynamisme des projets de coopération dans ce pays.

La nouveauté en 2024 : les **12 « Cafés des RAICT »** se sont tenus en simultanément, permettant aux participants d'approfondir leurs discussions avec les intervenants autour de projets et de démarches innovantes menées par les collectivités territoriales françaises et les associations de pouvoirs locaux.



Représenter l'AICT auprès de nos partenaires institutionnels et leurs instances

Cités Unies France, forte du réseau qu'elle anime, s'implique dans les commissions et espaces de travail pour représenter la dynamique d'internationalisation des territoires et améliorer sa connaissance et prise en compte par les partenaires étatiques. En moyenne, 3 à 6 réunions sont organisées chaque année par chacune de ces instances.

■ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE/DCTCIV)



Au sein du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et rattachée à la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, se trouve la Délégation pour les collectivités territoriales et la société civile (DCTCIV), issue de la fusion entre les Délégations pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) et pour la société civile, l'engagement citoyen et la jeunesse (CIV). Elle définit et met en œuvre, en concertation avec les ambassades françaises et la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), la stratégie de soutien et de développement des actions extérieures des collectivités territoriales.

La DCTCIV constitue un partenaire essentiel de CUF. Cette collaboration se traduit par une convention de partenariat autour notamment de l'organisation des RAICT, d'un soutien à l'organisation des assises bilatérales, la participation très régulière de la DCTCIV aux activités de CUF afin de donner les orientations politiques de l'Etat sur les enjeux et d'échanges très réguliers entre les deux structures afin de fluidifier la relation entre le MEAE et les collectivités sur les enjeux internationaux.

■ Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)



Rattachée au Premier ministre et réunissant tous les acteurs de la coopération décentralisée (ministères et opérateurs, collectivités territoriales, associations spécialisées comme CUF et l'AFCCRE), la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) est une instance d'échanges et de propositions, chargée d'établir un état de la coopération décentralisée.

■ Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI)



Le CNDSI a pour vocation de permettre une concertation régulière et ouverte, entre les différents acteurs du développement et de la solidarité internationale sur les objectifs, les orientations, la cohérence et les moyens de la politique française de développement. Il se réunit régulièrement, en plénière, sous la présidence du ministre de l'Europe et des affaires étrangères ou sur des sujets thématiques.

Représentée par Arnaud Ngatcha, adjoint à la maire de Paris, au sein de l'instance, CUF a participé au CNDSI sur les différentes questions de solidarité internationale.

■ Agence française de développement (AFD)



Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance... Les équipes du groupe AFD sont engagées dans plus de 4000 projets à fort impact social et environnemental dans les Outre-mer français et 160 pays. L'AFD contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

La collaboration de l'AFD avec CUF s'incarne dans le soutien au dispositif DCOL, de renforcement à l'ingénierie de projets, mais également par son appui à l'organisation des RAICT. En 2024, ce soutien s'est concrétisé par l'octroi d'une subvention FICOL, outil phare de l'AFD en appui à la coopération décentralisée française.

■ France Volontaires



France Volontaires est la plateforme française du volontariat international d'échange et de solidarité. Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion du volontariat international d'échange et de solidarité.

PREMIÈRE PARTIE

Cités Unies France est membre de France Volontaires autour d'un enjeu commun : faire grandir le recours aux volontaires, dans toutes ses modalités, au sein de l'action internationale des collectivités.

CUF contribue à la valorisation du volontariat en intégrant cette thématique dans les événements qu'elle organise dans

le cadre de sa dynamique Jeunesses et ECSI. Elle participe également de manière active aux instances de France Volontaires, notamment aux comités de suivi du programme Territoires Volontaires, dont elle est partenaire.

Valoriser l'AICT française dans l'agenda mondial

Cités Unies France s'appuie sur la matière générée dans le cadre de ses groupes de travail pour renforcer le plaidoyer sur la gouvernance locale et la coopération décentralisée française lors de différents grands rendez-vous internationaux.

■ Les grands réseaux européens et mondiaux

Consciente que la reconnaissance de la place et du rôle des gouvernements locaux passe par un plaidoyer qui s'organise en coordination avec des acteurs agissant à d'autres échelles que le niveau français, Cités Unies France a consolidé son partenariat avec :

Platforma - réseau des collectivités territoriales européennes



La plateforme est co-financée par l'Union européenne.



PLATFORMA est la coalition pan-européenne des collectivités territoriales – et de leurs associations nationales, européennes et mondiales – actives dans la coopération décentralisée : coopération au développement de ville à ville et de région à région. Toutes sont des actrices clés de la coopération internationale pour un développement durable.

Avec ses partenaires, PLATFORMA défend depuis 2008 le rôle que jouent les collectivités locales et régionales dans les politiques de développement de l'UE, promeut la coopération internationale entre les villes et les régions du monde entier et facilite l'échange de connaissances et l'apprentissage par les pairs.

CUF s'implique dans la gouvernance de Platforma, avec l'appui du réseau européen, plusieurs actions ont pu être mises en place (RAICT, Ateliers de l'UE).

CGLU - Cités et Gouvernements Locaux Unis

Fondée en 2004, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) représente et œuvre pour la défense des intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale. Basée à Barcelone, l'organisation soutient la coopération internationale entre les villes et leurs associations et facilite la mise en place de programmes, de réseaux et de partenariats afin de renforcer les capacités des gouvernements locaux. L'organisation promeut le rôle des femmes dans la prise de décision locale et offre un accès privilégié à l'information sur la gouvernance locale dans le monde entier.



En 2024, les collectivités adhérentes à CUF sont de facto adhérentes à CGLU, dont CUF est membre direct.

Cités Unies France a constitué un groupe d'élus et d'élus engagés au sein des différentes commissions de CGLU et réunions statutaires pour plus d'impact, renforçant la présence de l'Équipe France sur ces différents temps forts.

Ainsi, plusieurs d'entre eux ont participé au nom de CUF :

- au séminaire annuel de CGLU ;
- au forum des gouvernements locaux et régionaux ;
- à l'Assemblée générale mondiale des pouvoirs locaux et régionaux ;
- aux réunions statutaires de CGLU : bureau exécutif et conseil mondial.

■ Lors des grands rendez-vous mondiaux

Le plaidoyer des collectivités françaises sur l'importance de la présence des collectivités dans la résolution des grands enjeux mondiaux passe aussi par une présence dans certains grands rendez-vous mondiaux. En 2024, Cités Unies

France a privilégié une implication directe lors du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable en juillet 2024, ainsi que lors du Sommet de l'avenir lancé par le Secrétaire général des Nations Unies. CUF a également participé activement au Forum urbain mondial (organisé par UN HABITAT).

Forum politique de haut niveau

Du 8 au 17 juillet, a eu lieu à New York le Forum politique de haut niveau pour le développement durable sur le thème : « Renforcer le Programme 2030 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples : la mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes ».

Le Forum a permis de faire l'examen de plusieurs objectifs de développement durable (notamment les ODD 16, 17, 13) et a aussi été l'occasion pour les gouvernements locaux de se réunir, notamment du 10 au 12 juillet. Au cours des différents événements, des élus locaux français, représentant notamment les villes de Lyon, Strasbourg, Montpellier et le département de l'Aude ont pu s'exprimer depuis « la chaise France » pour partager des messages clés et porter la voix des collectivités territoriales françaises engagées dans l'AICT à travers CUF.



Sommet de l'avenir



Le Sommet de l'avenir s'est tenu les 22 et 23 septembre, à New York, précédé de journées d'action, les 20 et 21 septembre. Les membres de la délégation française (villes de Tours, Montpellier, Grigny, Strasbourg) pilotée par Cités Unies

France ont eu l'occasion de prendre la parole lors des journées consacrées aux gouvernements locaux et régionaux organisées par CGLU. Ils se sont exprimés sur différents sujets, d'abord pendant l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux sur la paix ou encore le développement durable, puis en comité réduit, sur le thème du genre et du leadership féminin. La Sommet a permis l'adoption d'un Pacte pour le futur faisant mention, dans l'Action 57, de la place des gouvernements locaux dans la gouvernance mondiale.



Nouer des partenariats pour renforcer la visibilité de l'AICT

De nombreux acteurs s'intéressent à l'AICT française.

Sollicitée par ces acteurs, CUF entretient des liens réguliers, parfois encadrés par une convention de partenariat, parfois simplement via des collaborations régulières avec des réseaux nationaux et/ou internationaux autour d'une ambition commune : le développement de l'AICT française et sa visibilité. Parmi les activités figurent la participation aux réunions des instances des organismes ayant une convention avec CUF et la participation à leurs événements en collectivité.



L'Association des Maires de France (AMF)



Départements de France



France Urbaine



Régions de France

Parmi ces structures figurent l'AMF, Départements de France, Régions de France, France Urbaine, RRMA, le pS-Eau, le PFVT, le CFSI.

Un partenariat avec le Parlement – Sénat et Assemblée nationale a donné lieu à l'organisation conjointe de plusieurs événements.



Le Programme Solidarité Eau - pS-Eau



Les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs - RRMA



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale - CFSI



L'ARRICOD



Le Partenariat Français pour la Ville et les Territoires - PFVT



L'Union Nationale des Missions Locales - UNML

P R E M I È R E P A R T I E

Communiquer sur l'AICT

La valorisation de l'AICT française passe par une communication efficace et adaptée à nos publics. **Cités Unies France propose une communication basée sur plusieurs outils pour donner une visibilité de la dynamique internationale des collectivités territoriales.** Des supports de communication tous publics (le site, les réseaux sociaux, la newsletter...) permettent une meilleure appréhension des enjeux de l'AICT et son attractivité.

Ce sont aussi de nombreuses productions de livrables :

- Création et conception de documents de capitalisation, sous forme d'écrits et d'interviews vidéo, qu'il s'agisse des travaux liés au DCOL, des travaux dans le cadre de projets, dans le cadre de formations, autour des fonds de solidarité ;
- Publication (travail de rédaction et PAO) de **5 numéros de la Lettre électronique bimestrielle de CUF**, toujours avec une rubrique réservée aux collectivités adhérentes de CUF ;

- Alimentation journalière du **site Internet de CUF** sur l'AICT française : environ 600 000 visites par an, soit en moyenne 50 000 par mois (la moyenne a doublé en 2 ans !) avec une rubrique dédiée aux actualités des collectivités adhérentes de CUF ;
- Alimentation du **site dédié aux Rencontres de l'AICT** ;
- Alimentation journalière du **compte X** (anciennement Twitter), de plus de 3000 abonnés et de **LinkedIn**, avec environ 3300 abonnés de CUF sur l'AICT française ;
- Conception et création des outils vidéo, servant à la fois de plaidoyer, de mise en valeur de projets portés par des collectivités, des témoignages, des formations et diffusions de contenus sur la **chaîne YouTube de CUF** (plus de 250 à ce jour).



Lettre de Cités Unies France



Consolider le réseau CUF, faire vivre nos instances

1 Assemblée générale

4 Conseils d'administration

4 réunions du Bureau exécutif

Cités Unies France est le seul réseau, en France comme à l'international, dédié à l'action internationale des collectivités territoriales. Pour animer la gouvernance de ce réseau, le rendre dynamique, innovant, attractif et ouvert

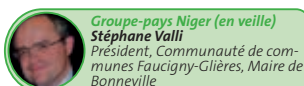
à de nouvelles collectivités, présidentes et présidents de groupes-pays et dynamiques thématiques, administrateurs, membres du Bureau exécutif se mobilisent.

Le réseau : adhérents, présidentes & présidents des groupes-pays et dynamiques thématiques

Afrique subsaharienne



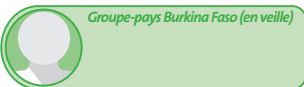
Groupe-pays Madagascar
Pascal Dufrestel
Conseiller régional délégué à la Coopération internationale, Conseil régional Nouvelle-Aquitaine



Groupe-pays Niger (en veille)
Stéphane Valli
Président, Communauté de communes Faucigny-Glières, Maire de Bonneville



Groupe-pays Mauritanie
Sarah Bouseksou
Conseillère municipale déléguée aux Relations internationales, Savigny-le-Temple



Groupe-pays Burkina Faso (en veille)



Groupe-pays Sénégal
Arnaud Ngatcha
Adjoint au Maire délégué aux Relations internationales, Paris

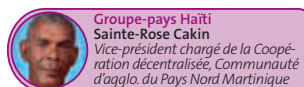


Groupe-pays Mali (en veille)

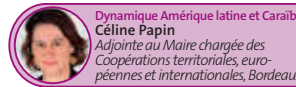
Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord



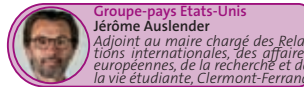
Groupe-pays Argentine
Patrick Geroudet
Conseiller municipal délégué à la Promotion de la Ville, Chartres



Groupe-pays Haïti
Sainte-Rose Cakin
Vice-président chargé de la Coopération décentralisée, Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique



Dynamique Amérique latine et Caraïbes
Céline Papin
Adjointe au Maire chargée des Coopérations territoriales, européennes et internationales, Bordeaux

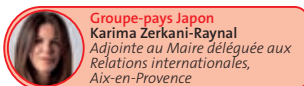


Groupe-pays Etats-Unis
Jérôme Auslender
Adjoint au maire chargé des Relations internationales, des affaires européennes, de la recherche et de la vie étudiante, Clermont-Ferrand

Asie



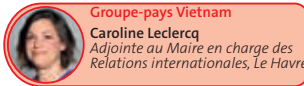
Groupe-pays République de Corée
Caroline Millan
Conseillère municipale déléguée au Tourisme, aux Relations internationales et à la Communication, Issy-les-Moulineaux



Groupe-pays Japon
Karima Zerkani-Raynal
Adjointe au Maire déléguée aux Relations internationales, Aix-en-Provence

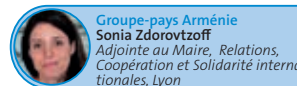


Groupe-pays Chine
Benoît Pilet
Adjoint au Maire délégué aux Relations internationales et à l'Europe, Angers



Groupe-pays Vietnam
Caroline Leclercq
Adjointe au Maire en charge des Relations internationales, Le Havre

Europe

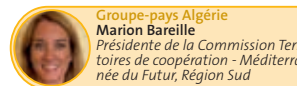


Groupe-pays Arménie
Sonia Zadorovtsoff
Adjointe au Maire, Relations, Coopération et Solidarité internationales, Lyon



Groupe-pays Russie (en veille)
Christian Estrosi
Maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

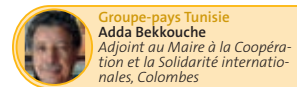
Méditerranée



Groupe-pays Algérie
Marion Bareille
Présidente de la Commission Territoires de coopération - Méditerranée du Futur, Région Sud



Groupe-pays Maroc
François Bonneau
Président de la Région Centre Val de Loire



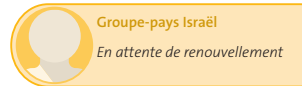
Groupe-pays Tunisie
Adda Bekkouche
Adjoint au Maire à la Coopération et la Solidarité internationales, Colombes



Groupe-pays Liban
Antoine Le Solleuz
Adjoint au Maire délégué aux Partenariats européens et internationaux, Nancy



Groupe-pays Palestine
Fanny Sallé
Conseillère chargée des Solidarités internationales, Conseil départemental de la Loire-Atlantique

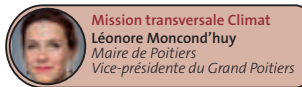


Groupe-pays Israël
En attente de renouvellement

Missions et dynamiques thématiques



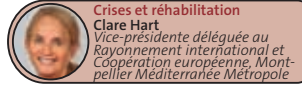
Genre
Élise Pereira-Nunes
Adjointe au Maire déléguée à l'Égalité des genres et aux Relations internationales, Tours



Mission transversale Climat
Léonore Moncond'huy
Maire de Poitiers
Vice-présidente du Grand Poitiers



Jeunesse et ECSI
Chokri Badreddine
Adjoint au Maire en charge de la Jeunesse, de la politique de la ville, des jumelages et de l'ouverture à l'international, Voiron



Crises et réhabilitation
Clare Hart
Vice-présidente déléguée au Rayonnement international et Coopération européenne, Montpellier Méditerranée Métropole



Développement économique et AICT
Nadia Pellefigue
Vice-présidente Enseignement supérieur, Recherche, Europe et Relations internationales, Conseil régional d'Occitanie

PREMIÈRE PARTIE

■ Les instances : Assemblée générale, Conseil d'administration et Bureau exécutif de CUF

Membres du CA de CUF
ANGERS
AUTUN
AY-CHAMPAGNE
BAGNOLET
BORDEAUX
CHARTRES
COLOMBES
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS NORD MARTINIQUE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE
CONSEIL REGIONAL GRAND EST
CONSEIL REGIONAL OCCITANIE PYRENEES MEDITERRANEE
DIJON
FOSES
GRENOBLE
ISSY LES MOULINEAUX
LE FRENEY D'OISANS

Membres du CA de CUF
LIMOGES METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE
LYON
MAMOUDZOU
MARSEILLE
MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE
NANCY
NANTERRE
NANTES METROPOLE
NICE
ORLEANS
PARIS
POITIERS
QUETIGNY
RENNES
STRASBOURG
TOULOUSE
TOURS
VOIRON

Bureau exécutif de CUF

Charge	Prénom	Nom		Fonction
Président	Michaël	Delafosse		Président de Montpellier Méditerranée Métropole
Vice-Présidente	Michèle	Rubirola		1 ^{ère} Adjointe au maire de Marseille
Vice-Président	Benoit	Pilet		Adjoint au maire d'Angers et Vice-Président d'Angers Métropole
Vice-Présidente	Flavie	Boukhenoufa		Adjointe au maire de Rennes, Conseillère de Rennes Métropole
Trésorier	Jean-Claude	Dardelet		Adjoint au maire de Toulouse, Vice-Président de Toulouse Métropole
Trésorier adjoint	Alexandre	Houssard		Conseiller municipal d'Orléans
Secrétaire général	Dominique	Leveque		Maire d'Ay-Champagne
Secrétaire adjointe	Caroline	Millan		Conseillère municipale d'Issy-les-Moulineaux
Membre	Élise	Pereira-Nunes		Adjointe au maire de Tours
Membre	Christian	Debeve		Président de la Commission rayonnement transfrontalier, Europe et relations internationales du conseil régional Grand Est
Membre	Adda	Bekkouche		Adjoint au maire de Colombes

DEUXIÈME PARTIE

Renforcer l'ingénierie des collectivités territoriales françaises engagées à l'international pour renforcer l'impact de l'AICT

Amplifier les impacts de l'action internationale des collectivités passe par une action de renforcement continu de l'ingénierie des porteurs de projets. A ce titre, Cités Unies France

déploie une palette d'outils pour répondre aux besoins de ses membres et pour renforcer leur coopération décentralisée au-delà de l'internationalisation de leur territoire.

Rendre visible et cohérente l'AICT française dans l'écosystème français

■ Ateliers de groupe-pays

Les groupes-pays offrent un cadre d'échange politique unique permettant aux techniciens et élus de partager leurs expériences avec leurs pairs mais aussi avec les partenaires. Pour approfondir ces questions, les ateliers de groupes-pays permettent, en complément des réunions de groupe-pays et toujours dans le cadre d'un échange de pratiques, de cibler les questions de mise en œuvre des coopérations.

Compte tenu des tensions diplomatiques entre la France et les pays du Burkina Faso, du Mali et du Niger, Cités Unies France maintient une veille informative et géopolitique sur la sous-région. Deux ateliers ont été organisés, l'un en avril et l'autre en juin sur le suivi des coopérations et la restitution de l'étude sur l'état de la coopération décentralisée au Sahel en 2023 ainsi que le décryptage de la réponse du gouvernement sur la question de l'engagement juridique des collectivités françaises au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Les 3 ateliers Burkina Faso, Mali et Niger (1 atelier par pays) ont été combinés sous la forme des 2 ateliers Sahel.

Un atelier de groupe-pays s'est tenu en avril pour faire un décryptage de l'actualité politique sénégalaise et un tour de l'actualité des coopérations.

■ Ateliers croisés

Les ateliers croisés permettent d'interroger les géographies et divers sujets transversaux. Ce format est également privilégié pendant les RAICT. 6 ateliers croisés ont été organisés en 2024.

■ Café des élues et élus

Ce temps d'échange mensuel est exclusivement réservé aux élues et élus des collectivités adhérentes de Cités Unies France. Il s'articule autour de problématiques communes, identifiées par les élues et élus, auxquelles elles et ils font face dans le cadre de leur politique de relations internationales. Leur vocation est le partage libre d'expériences et des questionnements d'élues et élus aux relations internationales sur la conduite de leur mandat.

4 cafés des élues et élus ont été organisés en 2024 réunissant en moyenne 5 collectivités..



■ Programmes en consortium

En 2024, CUF a obtenu le soutien de la DCTCIV pour déployer 1 programme mutualisé sur des enjeux de sécurité alimentaire :

• Programme Clés en main – Récap'Alimentaire Madagascar

CUF poursuit son travail de coordination dans la mise en œuvre du projet Récap'Alimentaire, cofinancé par la DCTCIV, les départements de Mayotte et d'Ille-et-Vilaine, la ville de Mamoudzou et la région Nouvelle-Aquitaine. Avec



DEUXIÈME PARTIE

l'appui du Gret et d'Agrisud, les communes d'Erada, Maroalomainy et Sampona ainsi que leurs agriculteurs sont accompagnés dans la réalisation d'actions prioritaires visant à améliorer leur autonomie alimentaire. Ces actions ont été identifiées suite aux diagnostics territoriaux puis aux projets de territoire qui ont été élaborés en lien avec les acteurs locaux.

Fonds de solidarité

Face au constat de la difficile intégration des autorités locales dans l'action d'urgence et la gouvernance de l'aide humanitaire dans les pays en crise, Cités Unies France a conceptualisé, depuis plusieurs années, une nouvelle approche qui place les autorités locales au cœur du continuum « Prévention-Urgence-Reconstruction-Développement ». Le dispositif « Fonds de solidarité des collectivités territoriales » permet aux collectivités territoriales françaises, voire internationales (dans le cadre de CGLU), d'apporter une assistance concertée technique et/ou financière à leurs homologues confrontées à des situations de crises.

6 fonds ont été suivis en 2024 (Haïti, Ukraine, Turquie, Maroc, Liban, Gaza)



Fonds Ukraine

En mars 2022, suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, Cités Unies France a ouvert un fonds de solidarité pour l'Ukraine, en collaboration avec CGLU et le CCRE.

Ce fonds vise à soutenir l'Association of Ukrainian Cities et les collectivités ukrainiennes touchées par la guerre à poursuivre leurs activités, et des municipalités polonaises et moldaves dans l'accueil de personnes déplacées. En novembre 2024, une délégation de représentants de villes ukrainiennes a été accueillie en France, notamment à Montpellier et Nancy, pour un séjour d'étude.

Fonds Turquie

À la suite du séisme de 2023 ayant gravement touché le sud-est de la Turquie, Cités Unies France a ouvert un fonds de solidarité en partenariat avec CGLU, l'AMF et Régions de France. 79 collectivités fran-



Les fonds de solidarité en chiffres :

Nouveaux fonds ouverts en 2024 :

-  Fonds de solidarité pour Gaza, 26 collectivités françaises
-  Fonds de solidarité Liban, mobilisation des collectivités en cours

Suivi et gestion :

-  Fonds de solidarité pour l'Ukraine, 22 collectivités françaises
-  Fonds de solidarité Turquie, 65 collectivités françaises
-  Fonds de solidarité Maroc, 63 collectivités françaises

Suivi, gestion et clôture :

-  Fonds de solidarité Équateur, 36 collectivités françaises
-  Fonds de solidarité Haïti, 28 collectivités françaises

çaises donatrices, dont 4 départements et 6 intercommunalités, pour un montant de 400 000 euros. Le programme « Villes résilientes et renforcement de la société civile » est en cours d'élaboration dans les municipalités de Gölbaşı et Besni.

Les deux municipalités ont finalisé les achats pour les casernes des pompiers et la prévention de risques ; le programme d'actions se poursuivra dans la phase 2 : éducation et scolarité avec l'achat des équipements pour les écoles.

Fonds Maroc

Suite au séisme ayant frappé le Maroc en septembre 2023, un fonds de solidarité a été ouvert afin de soutenir les collectivités marocaines sinistrées. En partenariat avec l'ONG



marocaine Targa-Aide, un projet intitulé « Solidarité Post-Séisme : Développement communautaire des zones sinistrées » a été lancé, afin de soutenir trois communes rurales : Ijoukak, Ouneine et Tizi n'test. Plusieurs activités sont envisagées, réparties dans les domaines suivants : restauration des réseaux d'irrigation, renforcement du réseau d'adduction d'eau potable, réhabilitation d'espaces collectifs et

construction d'abris/étables, soutien psychologique. Le Président du groupe-pays Maroc François Bonneau, également président du fonds de solidarité, s'est rendu dans les territoires sinistrés en mai 2024.

Fonds pour les populations civiles de Gaza



Medical Relief Society, afin de soutenir leurs activités médicales et humanitaires.

Fonds Haïti

Ce fonds a été ouvert en août 2021, suite au séisme ayant frappé le sud d'Haïti. La situation sécuritaire et socio-économique dégradée tout au long du projet a retardé la mise en œuvre de certaines activités. Néanmoins, le fonds a pu être clôturé en 2024 avec la réalisation de beaux projets, tels que la formation de comités locaux à la gestion des risques, l'appui à la reconstruction d'un collège et la mise en place de pépinières communautaires.

Fonds Liban

Le 23 septembre 2024 avait été marqué par le début d'attaques israéliennes d'envergure dans plusieurs gouvernorats du Sud du Liban et les banlieues sud densément peuplées de Beyrouth, puis sur d'autres zones du pays. Les déplacements de population ordonnés par l'armée israélienne couvraient un quart du pays, causant plus de 1,2 millions de déplacés, dont un nombre très important d'enfants, confrontés à une situation d'extrême vulnérabilité. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont dû franchir la frontière avec la Syrie. Les bombardements intenses et raids aériens de l'armée israélienne ont visé des infrastructures civiles et des zones densément peuplées, y compris des établissements de santé et des camps de réfugiés palestiniens. Avec le soutien d'une quinzaine des collectivités, CUF a pu



collecter 100 000 euros. Il est prévu dans le cadre du présent projet d'apporter un soutien à trois fédérations de municipalités du Sud du Liban (région de Nabatiyé) qui ont été fortement impactées par le conflit ayant touché cette région.

En effet, ces trois fédérations ont connu des destructions importantes au niveau des habitations, des territoires agricoles, des institutions économiques et des institutions publiques : bâtiments publics, hôpitaux, écoles, infrastructures (réseaux et citernes d'eau, routes, jardins publics...), centres socio-culturels... Ainsi qu'une forte migration de leur population dont de nombreuses familles qui ne peuvent pas rentrer chez elles suite à la destruction de leurs habitations.

Les trois fédérations ciblées sont la Fédération des Municipalités de El Qalaa, la Fédération des municipalités de Hasbani et la Fédération des municipalités de Arkoub. C'est là où est concentrée la plupart des destructions.

Fonds Équateur

Malgré les fortes difficultés dans sa mise en œuvre, la dernière phase de construction du réseau d'eau a été lancée.



DEUXIÈME PARTIE

Renforcer les acteurs par un accompagnement sur mesure**■ DCOL - Dispositif d'accompagnement aux collectivités**

Le dispositif DCOL permet un accompagnement sur mesure et individualisé -par la mise à disposition d'une expertise externe- des collectivités territoriales françaises sur deux dimensions : l'élaboration d'une stratégie internationale ou le montage de projet. Il s'adresse et s'adapte à toutes les collectivités, quels que soient leur taille, leur niveau institutionnel ou leur niveau d'engagement à l'international. Le coût de l'accompagnement est pris en charge à 80% pour les collectivités territoriales françaises membres de Cités Unies France. **Depuis 2018, 52 collectivités territoriales françaises ont été ainsi accompagnées**, via une expertise externe, dans l'élaboration de leur stratégie internationale ou dans le montage de leurs projets internationaux via le dispositif DCOL.

Le dispositif est soutenu, depuis 2018, par l'Agence française de développement (AFD) afin de renforcer l'engagement international et l'ingénierie des collectivités françaises. La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) s'est jointe depuis 2020 à l'AFD pour soutenir le DCOL, visant une montée en puissance et en visibilité du dispositif illustrée notamment par un rafraîchissement en 2024 de son identité graphique.

FOCUS sur un accompagnement DCOL

Dans le cadre de sa coopération avec le Gouvernorat de Mahdia en Tunisie, le département de Loire-Atlantique a souhaité être accompagné par le DCOL dans l'élaboration d'une nouvelle phase projet. C'est le

bureau d'études Iram qui a été sélectionné pour la réalisation de cette prestation. Une mission en septembre en Tunisie a permis un diagnostic des dynamiques associatives locales, permettant de nourrir la construction du futur projet, dont la finalisation est prévue début 2025.

**Groupe Caisse des Dépôts (CDC)**

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un grand pôle financier public. A l'intersection du domaine public et du secteur privé concurrentiel, le Groupe est entièrement dédié au service de l'intérêt général.

Elle mobilise les expertises et capacités d'intervention pour répondre aux défis auxquels la France doit faire face et agir en faveur du développement économique du pays, du développement durable et de la cohésion sociale.

En chiffres et en synthèse, le dispositif DCOL en 2024 :

- Recrutement d'un coordinateur dédié à l'animation du dispositif,
- Lancement des **DCOL 10 & 11** permettant le démarrage effectif de 5 accompagnements à partir du mois de septembre (DCOL 10) et la sélection de 10 collectivités pour un accompagnement démarrant début 2025 (DCOL 11),
- Mise à jour des **documents cadres du dispositif** pour y intégrer les enseignements capitalisés des éditions précédentes, et un nouveau type d'appui visant spécifiquement les enjeux climatiques,
- Renouvellement de l'**identité visuelle** du dispositif afin de moderniser les supports de communication et de consolider l'image et la notoriété du DCOL,
- Renouvellement du **pool de consultants DCOL** à travers un appel d'offres, afin d'assurer la capacité du dispositif à mobiliser une expertise en quantité, qualité et diversité de compétences adaptée (passant de 10 à 13 structures de conseil en 2024). Ce renfort permet notamment au dispositif de proposer désormais une expertise sur les enjeux climatiques.

Renforcer les acteurs par des décryptages - sensibilisation - formation

16 réunions

110 collectivités participantes

■ Chroniques géopolitiques

Afin de mieux décrypter les contextes, les enjeux, les acteurs en présence et de faciliter la compréhension de dynamiques souvent complexes, CUF invite les collectivités territoriales à des temps d'échange visant à enrichir leurs coopérations. Organisées une fois par mois en visioconférence, les sessions intitulées « Chroniques géopolitiques » s'adressent aux élus et techniciens des collectivités adhérentes de CUF.



6 Chroniques ont été organisées en 2024 :

Janvier : « 2024 : l'année de tous les dangers ? »

Février : « Les relations transatlantiques mises à l'épreuve »

Avril : « Le nucléaire : Réaction en chaîne ? »

Mai : « Les priorités de la politique étrangère américaine au moment des élections présidentielles »

Octobre : « Un automne sans trêve »

Novembre : « Les élections américaines à chaud »



■ Sensibilisation spéciale ultramarin

Créé en 2023, le **Club Outre-mer** poursuit son objectif de favoriser le dialogue entre les collectivités ultramarines membres du réseau et de leur proposer un appui concret et opérationnel.

En juin, une réunion en visioconférence s'est tenue avec l'appui de la communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique, afin de partager les enseignements de la Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane, organisée en avril. Cités Unies France y était représentée par Sainte-Rose Cakin, vice-président de la CAP Nord Martinique, qui a pu faire un retour d'expérience sur les échanges et perspectives de coopération identifiées à cette occasion.

Par ailleurs, à l'occasion de la venue de plusieurs représentants de collectivités d'Outre-mer à Paris pour les RAICT d'octobre, une réunion s'est tenue dans les locaux de CUF. Ce temps d'échange a permis d'identifier des thématiques transversales entre les collectivités des bassins antillo-guyanais et de l'océan Indien, en vue de renforcer les synergies et les dynamiques de coopération à l'échelle des Outre-mer.

■ Formations sur les dispositifs de l'UE



En juillet 2023, Cités Unies France lançait sa première édition des « Ateliers de l'Union européenne », en partenariat avec PLATFORMA. La deuxième édition s'est déroulée en 2024 autour du sujet : « **La politique européenne de coopération au Burkina-Faso et ses instruments** », et a permis d'apporter un éclairage sur l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale au Burkina-Faso, via notamment la présentation d'un projet de coopération porté par Châtellerauld et Kaya.

DEUXIÈME PARTIE

La production de guides / capitalisation

18 capitalisations / publications

4 répertoires des partenariats de coopération décentralisée

1500 collectivités concernées par la diffusion

Cités Unies France soutient la production de capitalisations et d'études afin de mettre en lumière outils et bonnes pratiques issus de la coopération décentralisée française.

■ Les répertoires de la coopération décentralisée



En 2024, CUF a publié 4 répertoires géographiques de la coopération décentralisée :

- Répertoire Arménie
- Répertoire Liban
- Répertoire Japon
- Répertoire France-Amérique latine et Caraïbes

■ Capitalisations / publications

En lien avec les activités portées notamment par les groupes thématiques, CUF a publié différentes capitalisations, afin de visibiliser l'AICT et de donner des outils et méthodologies

aux acteurs. Près d'une dizaine de documents viennent ainsi compléter les ressources déjà existantes et partagées au sein de la structure et prennent différentes formes pour alimenter le plaidoyer, pour mettre en valeur les projets portés par des collectivités, les témoignages, les formations.

 Publication de la plaquette DCOL

 Capitalisation des « Rendez-vous de la Diplomatie des territoires »

 ODD : Production d'une capitalisation des formations et actions sur le renforcement de l'agenda 2030 dans l'AICT

 Production du livrable numérique du Tour franco-coréen 2021-2022 des initiatives

 Réalisation (conception graphique et PAO) de la plaquette d'adhésion 2025 de CUF

 Production des vidéos dont une sur la 15^e édition des Rencontres de l'AICT

 Jeunesse : Élaboration de la fiche-repère sur le volontariat international et la coopération décentralisée

 Réalisation de 5 fiches de présentation des dynamiques thématiques

 Préparation fin 2024, d'une étude sur les Jeunesses et l'ECSI financée par PLATFORMA

Contribuer au suivi des AAP et fonds conjoints de la DCTCIV

Cités Unies France participe au suivi des dispositifs de soutien à la coopération décentralisée portés par la DCTCIV et partage avec le Ministère son regard et son expertise sur les dossiers déposés en instruisant les dossiers.

En 2024, CUF a instruit ces dossiers et a participé à 9 comités d'instruction des appels à projets, à savoir : sécurité alimentaire, égalité femmes-hommes, numérique, jeunesse, généraliste, franco-libanais, franco-mexicain, Amérique latine & Caraïbes et dispositif conjoint Sénégal.

TROISIÈME PARTIE

Budget et organisation de CUF

Notre exercice budgétaire 2024 se clôture pour la cinquième année consécutive avec un excédent, confirmant ainsi une gestion rigoureuse qui contribue au rééquilibrage de nos fonds associatifs, désormais proches de l'équilibre. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il intervient dans un contexte international complexe et en mutation, marqué par des défis économiques et structurels croissants. Cet excédent témoigne non seulement de notre capacité d'adaptation, mais aussi de notre engagement à optimiser nos ressources pour assurer la viabilité et le développement de nos missions.

Cette performance repose sur plusieurs facteurs : une augmentation des cotisations grâce à de nouvelles adhésions, traduisant un intérêt renouvelé pour notre association et une mobilisation plus forte autour de nos missions ; le maintien à un niveau élevé du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, bien que diminué, assurant un soutien financier toujours solide pour nos activités ; un appui renforcé de l'Agence française de développement pour le dispositif DCOL permettant d'élargir notre capacité d'accompagnements des collectivités dans ce cadre ; une 15^{ème} édition des RAICT particulièrement innovante marquée par l'introduction de nouveaux formats et une programmation enrichie, renforçant ainsi son attractivité et ses retombées financières ; une meilleure rentabilité des fi-

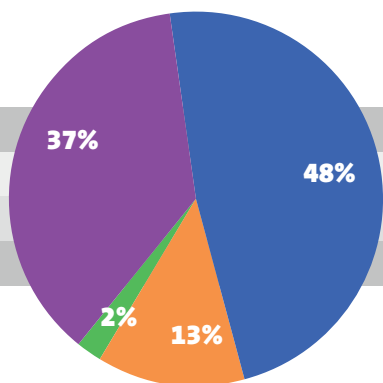
nancements de projets, en particulier ceux issus des fonds de solidarités qui ont largement contribué à ce bon résultat.

L'ensemble de ces éléments a permis non seulement de sécuriser nos ressources financières, mais aussi d'en améliorer l'efficacité et l'utilisation.

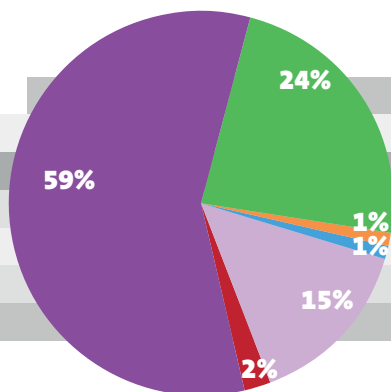
Sur le plan des dépenses, une approche rigoureuse et réfléchie a permis d'optimiser l'usage de nos ressources : une réduction notable des frais de déplacements a été obtenue notamment grâce à une meilleure prise en charge par les financements des projets, permettant de limiter les coûts sans compromettre la qualité de nos actions sur le terrain ; des frais d'activités globalement maîtrisés garantissant la continuité de nos interventions tout en restant dans une logique de contrôle budgétaire ; une stabilisation de nos frais généraux et des coûts salariaux conciliant la reconnaissance du travail de nos équipes avec une gestion efficiente des ressources administratives.

Les bons résultats de ces dernières années illustrent la solidité de notre gouvernance financière et notre capacité à nous adapter aux évolutions de notre environnement. Cette dynamique nous encourage à poursuivre nos efforts pour assurer une gestion pérenne et performante, au service de nos missions et de nos adhérents.

Ressources année 2024



Dépenses année 2024



TROISIÈME PARTIE

Quelques perspectives & temps forts pour 2025

- Réunion du **groupe-pays Mauritanie** en février 2025, pour faire une restitution du séminaire d'accueil de la délégation d'élus et techniciens mauritaniens en France, en octobre 2024 ;
- Publication du « **Répertoire des partenariats franco-mauritaniens de coopération décentralisée** », premier semestre 2025 ;
- Participation d'une délégation de CUF à la « **69^e Session annuelle de la Commission de la condition de la femme** » (CSW69), au siège de l'ONU, en mars 2025 ;
- Participation au **Sommet Climate Chance Europe-Afrique**, à Marseille, les 31 mars et 1^{er} avril 2025 ;
- Webinaire de la Dynamique Amérique latine et Caraïbes sur les thématiques de la **culture et du patrimoine dans les projets d'AICT**, le 10 avril 2025 ;
- Préparation des temps forts de la gouvernance climatique mondiale - **Sommet de l'Océan** de Nice et **COP 30 Climat** de Belem ;
- Le « **Rendez-vous de la Diplomatie des territoires** » sera organisé au Sénat sur le thème : « Quel rôle pour les diplomates féministes françaises dans un contexte de multiplication des crises », le 23 mai 2025 ;
- Mission des collectivités territoriales en Palestine dans le cadre de « L'Année 2025 de la Palestine », en mai 2025 ;
- Réunions d'information sur la coopération décentralisée au **Togo**, le 26 mai, et au **Cameroun**, le 28 mai, en lien avec les autorités et partenaires des pays concernés ;
- Lancement d'un **appel DCOL 12**, prévu au mois de mai 2025 ;
- **Forum franco-coréen** sur le thème « Le patrimoine au service de l'attractivité territoriale », du 17 au 23 juin 2025 ;
- Participation d'une délégation de CUF au « **Sommet politique de haut niveau** », en juillet 2025 ;
- Réalisation d'une BD sur l'histoire de CUF : **pour fêter ses 50 ans**, CUF réalisera **une bande dessinée** reprenant 50 souvenirs sur Cités Unies France et/ou sur la coopération décentralisée ;
- La 16^e édition des **Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales**, sera organisée le 4 juillet 2025, aux Salons de l'Hôtel des Arts & Métiers, à Paris. Thème général : « **Construisons l'action internationale des collectivités territoriales de demain !** » ;
- Assises de la **coopération décentralisée franco-malgache**, les 18 et 19 septembre 2025 ;
- Co-organisation de **webinaires thématiques** à destination des collectivités françaises en lien avec l'Ambassade de France au **Sénégal** ;
- Organisation d'une mission au Brésil, notamment dans le cadre de la **Saison France-Brazil de 2025**, second semestre 2025 ;
- Temps fort autour de la coopération décentralisée entre la **France et l'Argentine**, second semestre 2025,
- Travail de recensement et de capitalisation sur le **rôle et la place de l'ECSI dans l'AICT** ;
- **Focus géographique Afrique** pour explorer les coopérations avec des pays africains dans le cadre du **Club Outre-mer** ;
- Travail de préparation des **9^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée**, à l'automne 2026, à Cannes.

Avril-juillet 2025 : Organisation du « RELAIS DE LA COOP DEC' » :

A l'occasion des **50 ans de la création de Cités Unies France**, mais plus globalement des 50ans d'existence de la coopération internationale des collectivités territoriales, en réponse à un contexte international où les crises et les conflits resurgissent avec violence mais aussi en réponse aux appels au repli sur soi qui émergent



en France, CUF proposera « une marche symbolique » dans les territoires pour rappeler les valeurs qui animent nos coopérations ouvertes sur le monde : la paix, le dialogue, la solidarité, le partage, l'échange, la promotion de l'excellence de nos territoires, la planète, les droits humains.

Organigramme de l'équipe

Direction



Virginie Rouquette, Directrice générale

+ 33 (0)1 53 41 81 81

v.rouquette@cites-unies-france.org

Animation du réseau



Amandine Casca, Chargée de mission Amérique latine et Caraïbes, Jeunesses-ECSI, Outre-mer

+33 1 53 41 81 90 - a.casca@cites-unies-france.org



Magali Combe, Chargée de mission Chine, République de Corée, Vietnam, Etats-Unis, Développement économique

+33 1 53 41 81 97 - m.combe@cites-unies-france.org



Katarina Fotic, Responsable Communication, Événementiel, Publications, Référente Japon, Russie

+33 1 53 41 81 83 - k.fotic@cites-unies-france.org



Simone Giovetti, Délégué au Plaidoyer international, Fonds de solidarité, Coordination thématique

+33 1 53 41 81 87 - s.giovetti@cites-unies-france.org



David-Pierre Giudicelli, Chargé de mission DCOL, Référent Climat

+33 1 53 41 81 96

d.giudicelli@cites-unies-france.org



Thomas Lanvin, Chargé de mission Arménie, Méditerranée (Algérie, Liban et Tunisie), Référent Genre

+33 1 53 41 81 96 - t.lanvin@cites-unies-france.org



Florence Rabezandrianisoa, Chargée de mission Afrique de l'Ouest et Madagascar

+33 1 53 41 81 85

f.rabezandrianisoa@cites-unies-france.org



Mélanie Sabot, Chargée de mission Crises et réhabilitation, Israël, Maroc et Palestine

+33 1 53 41 81 84

m.sabot@cites-unies-france.org

Pôle Ressources



Thi Tho Plattier, Service Adhésion

+ 33 (0)1 53 41 81 89

t.plattier@cites-unies-france.org



Elisabeth Seyoum, Assistante logistique de la Direction

+ 33 (0)1 53 41 81 81

e.seyoum@cites-unies-france.org



Frédérique Proust, Cheffe de service Finance et Comptabilité

+ 33 (0)1 53 41 81 91

compta@cites-unies-france.org



Baptiste de Puniet, Assistant Comptable

+ 33 (0)1 53 41 81 80

b.depuniet@cites-unies-france.org

TROISIÈME PARTIE



« Rendez-vous de la Diplomatie des territoires », organisés en 2024

CUF a poursuivi sa réflexion et son activité autour de la diplomatie des territoires en organisant des rencontres appelées les « Rendez-vous de la Diplomatie des territoires ». Ces rendez-vous ont pris la forme de colloques à l'Assemblée Nationale et au Sénat, lieux emblématiques où la diplomatie des territoires croise celle de l'État et du Parlement.

- À l'Assemblée Nationale : « **Renforcer et développer la coopération décentralisée franco-arménienne : état des lieux et perspectives** » (50 participants dont 21 collectivités territoriales)

- Au Sénat : « **Le nouveau partenariat Afrique-France en construction et la diplomatie des territoires à l'épreuve du 'discours anti-français' en Afrique subsaharienne** » (120 participants dont environ 50 collectivités territoriales) ;

- À l'INALCO : « **La diplomatie des collectivités territoriales confrontée aux crises qui embrasent le Proche et Moyen Orient** » (150 participants dont 70 collectivités territoriales) ;

- Conférence lors des Rencontres de l'AICT : « **La diplomatie parlementaire en dialogue avec la diplomatie des villes** ».





Venez nombreux participer à cette 16^e édition !

Pour plus d'informations :

<https://cites-unies-france.org/-Rencontres-de-l-AICT->

<https://raict.org/-Bienvenue-aux-Rencontres-de-l-AICT->



9, rue Christiani 75018 Paris Tél. : +33 (0)1 53 41 81 81
coop-dec@cites-unies-france.org ■ www.cites-unies-france.org ■ <https://raict.org>

ⓧ @CitesUniesFR ■ Cités Unies France

in <https://www.linkedin.com/company/cites-unies-france-officiel/>